

## TEMPÊTE GORETTI : CES VIES QU'UNE NUIT DE VENT SUFFIT À COUPER DU MONDE

Les 8 et 9 janvier 2026, la tempête Goretti a frappé l'ouest de la France avec des rafales allant jusqu' à 210 km/h. Des milliers de foyers se sont retrouvés sans électricité, parfois sans réseau téléphonique. Derrière les cartes de vigilance et les communiqués préfectoraux, une réalité revient à chaque épisode venteux : dans de nombreux villages, une nuit suffit à isoler durablement des habitants, à interrompre des soins, à fermer des écoles et à suspendre toute vie normale. Goretti n'a rien d'exceptionnel : elle s'inscrit dans une mécanique désormais bien rodée de l'hiver français.



Des arbres tombés, des foyers privés d'électricité après le passage de la tempêtes Goretti en France, le 9 janvier 2026. (LOU BENOIST / AFP)

Environ 380 000 foyers ont été privés d'électricité en France lors du passage de la tempête Goretti, selon [Reuters](#). Les tempêtes hivernales ne sont pourtant plus des surprises météorologiques. Météo-France déclenche aujourd'hui ses vigilances parfois plus de vingt-quatre heures à l'avance, permettant aux préfetures d'anticiper fermetures d'écoles et limitations de circulation. Pourtant, cette anticipation reste largement théorique pour les territoires les plus fragiles. Dès que le vent se lève, ce sont les mêmes infrastructures qui cèdent : lignes électriques aériennes, routes bordées d'arbres non entretenus, réseaux mobiles saturés ou coupés.

Cette vulnérabilité structurelle touche d'abord les zones rurales. Selon Enedis, les coupures d'électricité liées aux intempéries durent en moyenne plus longtemps dans les communes peu denses, où les lignes sont plus longues et moins enterrées. À cela s'ajoute un effet

domino. Sans courant, plus de chauffage, parfois plus d'eau ou de téléphone, et les services de soins à domicile sont suspendus.

L'impact est aussi social. L'Association des maires ruraux de France observe que dans les communes isolées, les interruptions scolaires liées à la météo se répètent chaque hiver, avec plusieurs jours de classe perdus par élève, faute de transports ou de bâtiments sécurisés. Ces arrêts, souvent présentés comme ponctuels, deviennent en réalité une composante régulière de la vie locale.

## **Quand tout repose sur la débrouille locale**

À Loguivy-Plougras, dans les Côtes-d'Armor, la tempête Goretti a rapidement mis le village à l'arrêt. Routes bloquées par des arbres, infirmière empêchée de circuler, réseau mobile instable. Dans cette commune d'environ 840 habitants, située dans une région où la part des plus de 65 ans est supérieure à la moyenne nationale selon l'Insee, la coupure ne relève pas du confort, mais de la sécurité.

Marie Lucas, 86 ans, vit seule et dépend de soins quotidiens, elle raconte avec angoisse « **Jeudi matin, l'infirmière m'a appelée, la voix couverte par le vent. Elle m'a dit qu'elle ne pouvait pas passer, que la route était barrée. [... ] Après, plus de téléphone, plus de lumière. J'ai commencé à compter les heures de médicaments qu'il me restait et à me demander si quelqu'un savait encore que j'étais là.** ». Ce sont des pompiers volontaires qui finissent par venir, missionnés par la mairie.

Le maire, Jean-François Le Gall, active alors une organisation de crise largement informelle : générateur pour les bâtiments clés, passages chez les personnes isolées, déblaiement prioritaire des axes et collecte de repas. « **On a notre cartographie des fragilités. Elle n'est pas dans un logiciel, mais dans un classeur et dans nos têtes. On sait qui vit seul, qui est sous oxygène, qui ne conduit plus. Ce sont les premières portes où l'on frappe quand tout coupe.** », reconnaît-il.

Ce fonctionnement repose sur une réalité largement partagée ailleurs, dans beaucoup de communes rurales, la gestion de crise dépend moins de protocoles que de la mémoire collective et de l'engagement de quelques personnes. Une solidarité humaine, mais une fragilité institutionnelle.

## **Ce qui manque, ce n'est pas l'alerte, mais l'organisation**

Pour Wassey Nea, ancienne bénévole au sein du Groupe de Secours Catastrophe Français (GSCF), le problème n'est pas l'absence totale de dispositifs, mais leur inégale application. « **Dans certains villages, tout est prêt : la liste des personnes vulnérables est à jour, les soignants savent qui appeler, les élus ont identifié les lieux chauffés. Dans d'autres, on découvre les situations critiques une fois que les routes sont coupées.** »

Les outils existent pourtant. Les registres communaux des personnes vulnérables sont obligatoires, les plans ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) prévoient des réponses graduées, et des recommandations nationales qui insistent sur la continuité des soins et de l'enseignement. Mais sur le terrain, ces cadres se heurtent à un manque de moyens, de coordination et parfois de suivi.

**« À chaque tempête, on refait le même constat, poursuit l'infirmière. Des patients sous traitement interrompu, des familles sans information, des élus débordés. Ce n'est pas une question de météo extrême, mais de préparation minimale. »**

## **Une norme climatique, pas un accident**

L'enjeu n'est plus de savoir si ces épisodes vont se répéter, mais de comprendre pourquoi les territoires les plus exposés continuent d'y faire face avec si peu de marges. Les solutions sont pourtant connues : sécurisation ciblée des lignes électriques, organisation commune pour les écoles rurales, coordination plus étroite entre mairies, soignants et services de secours. Des leviers identifiés depuis longtemps, mais dont la mise en œuvre reste inégale. Tant que ces fragilités structurelles ne seront pas traitées, chaque tempête hivernale continuera de couper bien plus que l'électricité.